

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
4 rue Alfred Nobel - ZI de Saint-Liguaire  
79000 Niort

Niort, le **14 Mai 2024**

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

<b>Société :</b>	<b>ENGIE GREEN LA MINEE ET LES FOUGERES</b>
<b>Implantation :</b>	<b>Beauvoir-sur-Niort, Plaine d'Argenson</b>
<b>Siège social :</b>	215 rue Samuel Morse - CS 20756 - Le Triade II Parc d'activités Millénaire II - 34000 Montpellier

Références : 0007211508 / 2024 / 145

Code AIOT : 0007211508

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection du parc éolien exploité par la société ENGIE GREEN LA MINEE ET LES FOUGERES à Beauvoir-sur-Niort et Plaine d'Argenson réalisée le 17/04/2024. Elle avait été annoncée le 29/01/2024. Cette partie 'Contexte et constats' est publiée sur le site internet Géorisques ( [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr) ).

L'inspection du 17/04/2024 est une inspection PPC, destinée à vérifier certains sujets des conditions d'exploitation du nouveau parc éolien, un an après sa mise en service industrielle. La DREAL n'a pas connaissance de plainte formulée à l'encontre de l'installation classée. En 2023, l'exploitant a réalisé deux déclarations d'accident de mortalité de la faune.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- exploitant : société ENGIE GREEN LA MINEE ET LES FOUGERES
- ICPE localisées à Beauvoir-sur-Niort et à Plaine d'Argenson
- Code AIOT : 0007211508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

#### **COMPOSITION DU PARC EOLIEN :**

- . 10 éoliennes VESTAS V110 2,2 MW STE (hauteur = 150 m ; garde au sol des rotors = 40 m)
- . 2 postes de livraison
- . mise en service industrielle : 01/04/2023

**ENVIRONNEMENT :**

- . grandes parcelles de cultures agricoles
- . premières habitations : à environ 560 m à l'Ouest de E9 et à environ 590 m au Nord de E1
- . site Natura 2000 "Massif forestier de Chizé-Aulnay", ZSC à environ 475 m à l'Est de E10

**FONCTIONNEMENT :**

- . le 17/04/2024 vers 10h30, le vent est de 3 à 4 m/s. Le groupe d'éoliennes E1 à E4 produit environ 400 kW
- . le 17/04/2024, l'exploitant nous indique que la production électrique de son parc éolien a été de 48,6 GW.h, l'an passé

**REFERENTIEL REGLEMENTAIRE :**

- articles R.181-46 et R.512-69 du Code de l'environnement
- arrêté ministériel du 26/08/2011 (notamment, articles 12, 14, 18, 26, 28)
- autorisation délivrée par le Tribunal Administratif de Poitiers, le 27/09/2018
- arrêté préfectoral de prescriptions du 07/01/2019 (notamment, articles 5, 8, 10, 11, 12)
- porté à connaissance de modification du 03/12/2019 + prise d'acte préfectorale du 23/07/2020

**PRECISIONS SUR L'EXPLOITANT I.C.P.E. :**

- la société ENGIE GREEN LA MINÉE ET LES FOUGÈRES appartient à 100 % à ENGIE GREEN FRANCE
- l'adresse de son siège social est inchangée (215 rue Samuel Morse, le Triade II, 34000 Montpellier)

**Principaux thèmes de l'inspection :** Maîtrise de l'impact sonore ; Impacts sur la faune ; Contrôle des pales

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	MAITRISE DE L'IMPACT SONORE : vérification de la conformité par mesures	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Demande d'action corrective	3 mois
2	MAITRISE DE L'IMPACT SONORE : respect des émergences-limites	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Demande d'action corrective	3 mois
5	MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : bridage protection chauves-souris	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 8.1.c)	Demande d'action corrective	15 jours
7	MAITRISE IMPACTS SUR LA FAUNE : détection d'oiseaux, effarouchement, arrêt	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 8.1.e)	Demande d'action corrective	1 mois
10	MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : déclaration des incidents	Code de l'environnement du 21/09/1977, article R.512-69	Demande d'action corrective	1 mois
14	PREVENTION DES BRIS DE PALES	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Demande d'action corrective	-

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : couvert végétal maintenu pauvre	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 8.1.a)

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : plantation compensatoire de haies	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 8.1.b)
6	MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : bridage protection oiseaux	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 8.1.d)
8	MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : suivi de la mortalité générée	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
9	MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : déclaration et gestion des accidents	Code de l'environnement, article R.512-69
11	MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : suivi activité chauves-souris	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
12	MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : suivi activité avifaune	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
13	MAITRISE DE L'IMPACT VISUEL : autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 11
15	SECURISATION DE LA REMISE EN ETAT, EN CAS DE CESSATION D'ACTIVITE	Code de l'environnement, article R.515-101

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le nouveau parc éolien n'est pas à l'origine de plainte transmise à la préfecture ou à la DREAL. Son format avec 10 éoliennes délivre une production énergétique relativement importante. Néanmoins, plusieurs irrégularités ont été constatées au cours de l'inspection du 17/04/2024, en ce qui concerne la maîtrise de l'impact sonore et la maîtrise des impacts sur la faune. Notamment, deux mortalités de Milans noirs ont été constatées en Juillet 2023, alors que cet impact est réputé prévenu par le système de détection de l'avifaune - effarouchement - régulation des éoliennes.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : MAITRISE DE L'IMPACT SONORE : vérification de la conformité par mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, vérification de la conformité de l'impact sonore, par mesures
<b>Prescription contrôlée :</b> (en lien avec l'article 10 de l'AP du 07/01/2019 : contrôle acoustique à faire sous 9 mois après la mise en service) <i>« L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. »</i>
<b>Constats :</b>  Le 17/04/2024, l'exploitant du parc éolien nous a présenté, à l'écran d'ordinateur, des extraits d'un rapport de l'acousticien SIXENSE du 09/04/2024, qui a réalisé un contrôle acoustique du 04/12/2023 au 16/01/2024, au niveau de 10 zones à émergence réglementée (dont 2 points modifiés, par rapport aux zones à émergence réglementée prises en compte par l'étude d'impact). Sur un plan pratique, la forte luminosité ambiante et le contraste limité de l'écran d'ordinateur ne nous ont pas permis une bonne lecture du rapport SIXENSE. Une impression papier aurait permis une meilleure qualité des échanges.

Indépendamment de l'inspection du 17/04/2024, les exploitants des parcs éoliens sont tenus de transmettre à la DREAL, sous 3 mois, le rapport des contrôles acoustiques réalisés en application de l'article 28 de l'AM du 26/08/2011 modifié. Malgré l'anomalie notée ci-dessous, nous avons demandé à l'exploitant, le 17/04/2024, de transmettre à la DREAL le rapport SIXENSE.

Le contrôle acoustique SIXENSE réalisé du 04/12/2023 au 16/01/2024 présente une anomalie : **il a été réalisé sans bridage acoustique**, alors que l'étude d'impact puis le porté à connaissance de modifications du 03/12/2019 acté par le préfet le 23/07/2020 montrent la nécessité d'un bridage acoustique nocturne (pour respecter les émergences-limites réglementaires) et le conçoivent. Pour mémoire, le plan de bridage acoustique nocturne défini par la société ENGIE GREEN LA MINEE ET LES FOUGERES, dans son porté à connaissance de modifications du 03/12/2019 (Annexe 2. page 12/25 du fichier .pdf), touche les 10 éoliennes par vent de 8 m/s, 7 éoliennes par vents de 7 m/s ou 9 m/s, 2 éoliennes par vents de 6 m/s ou 10 m/s.

**Ce contrôle ne répond pas à l'obligation de contrôle acoustique, qui vise à vérifier (constater) la conformité de l'impact acoustique de l'ICPE.**

D'autre part, la planification délibérée du contrôle sans le bridage pré-défini signifie la production intentionnelle d'un impact acoustique non conforme.

Comme noté au point de contrôle suivant, les mesures réalisées du 04/12/2023 au 16/01/2024 ont montré un impact acoustique nocturne non conforme, sous certaines conditions de vents, au niveau des zones à émergence réglementée 1 (pointe Sud du village de Beauvoir), 3 (lieu-dit 'La Fricaudière' Nord), 5 (lieu-dit 'Rimbault') et 11 (lieu-dit 'Les Hermitants').

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : MAITRISE DE L'IMPACT SONORE : respect des émergences-limites

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des émergences limites, et sa vérification

**Prescription contrôlée :** Respect des émergences limites réglementaire, et vérification de cette mise en conformité par mesures

### Constats :

Nous notons que les bords de fuite des pales de l'éolienne E1 sont bien équipées de serrations (modèle VESTAS ... STE).

Comme élément de contexte, on signale que la DREAL n'a pas connaissance de plainte formulée par un riverain du parc éolien, à l'encontre de nuisances sonores. Le 17/04/2024, l'exploitant du parc éolien nous indique qu'il n'a pas non plus reçu de plainte 'Bruit'. Il indique qu'il a des contacts (sur des sujets autres) avec la mairie de Beauvoir, avec la mairie de Plaine d'Argenson et avec la Communauté d'agglomération du niortais.

Comme noté au point de contrôle précédent, un contrôle acoustique a été réalisé du 04/12/2023 au 16/01/2024 mais il ne correspond pas au contrôle réglementaire imposé :

- d'une part, car il a été réalisé sans plan de bridage acoustique en action, alors que l'étude d'impact et le porté à connaissance de modifications 2019 avaient montré sa nécessité (et

<p>l'avaient conçu) ;</p> <p>- d'autre part, car plusieurs dépassements de l'émergence-limite réglementaire nocturne ont été constatés (contrairement à l'objectif de vérifier la conformité) au niveau des zones à émergence réglementée 1 (pointe Sud du village de Beauvoir), 3 (lieu-dit 'La Fricaudière' Nord), 5 (lieu-dit 'Rimbault') et 11 (lieu-dit 'Les Hermitants').</p> <p>A défaut d'un contrôle acoustique réglementaire, <b>les mesures acoustiques disponibles montrent plusieurs dépassements de l'émergence-limite réglementaire nocturne.</b></p> <p>Page 30 de son rapport, l'acousticien SIXENSE propose un nouveau plan de bridage acoustique, qui touche un peu la période diurne 07h00~20h00, également la plage diurne 20h00~22h00 et - surtout- la plage nocturne 22h00~07h00.</p> <p>Le 17/04/2024, l'exploitant du parc éolien nous déclare qu'il a fait installer ce bridage sur ses éoliennes par VESTAS, le 12/04/2024. Il nous a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour l'éolienne E1, le document "BIRTH CERTIFICATE", qui liste des paramètres en anglais ;</li> <li>- le mèl VESTAS du 15/04/2024 qui l'informe que le nouveau plan de bridage acoustique a été installé. Dans ce mèl, VESTAS ne prend pas en référence ni ne cite le plan proposé par SIXENSE ;</li> <li>- un extrait des données de supervision SCADA du 16/04/2024 où figure la mention "... Arrêt ... Noise...".</li> </ul> <p>L'exploitant précise que ce plan de bridage conduit à environ 10 % de pertes d'exploitation.</p> <p><b>Le 17/04/2024, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier, par mesures acoustiques, la valeur de la mise en conformité déclarée réalisée le 12/04/2024.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : couvert végétal maintenu pauvre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 8.1.a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, couvert végétal maintenu pauvre
<b>Prescription contrôlée :</b> couvert végétal maintenu pauvre
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 17/04/2024, l'inspection s'est déroulée principalement près du poste de livraison associé au 4 éoliennes Nord, c'est à dire au voisinage de l'éolienne E1. Avant l'inspection, nous avons cependant aussi circulé près de ces éoliennes.</p> <p>Le couvert végétal était pauvre, au niveau des plates-formes d'éoliennes vues.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : plantation compensatoire de haies

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 8.1.b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plantation compensatoire de haies
<b>Prescription contrôlée :</b> plantation d'au moins 204 m de haies
<b>Constats :</b>

Le 17/04/2024, l'exploitant déclare que les plantations ont été réalisées par la société ID VERDE avec le concours de l'association PROM'HAIES et il nous présente le compte rendu du 30/05/2022 où PROM'HAIES rend compte de la plantation :

- de 262 m de haie champêtre, au quartier 'Rimbault' à Beauvoir (133 m + 129 m)
- de 470 m (ou 460 m) de haie arborée, à Plaine d'Argenson (lieu-dit 'les Pierrailles') (405 m + 55 m)

Après l'inspection, nous sommes allés vérifier les plantations de haies réalisées au quartier 'Rimbault', à Beauvoir-sur-Niort :



Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 5 : MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : bridage protection chauves-souris

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 8.1.c)

Thème(s) : Risques chroniques, bridage de protection des chauves-souris

Prescription contrôlée : mise en œuvre du bridage de protection des chauves-souris imposé :

c) Les éoliennes situées à moins de 200 m d'un boisement ou d'une haie font l'objet d'une régulation destinée à préserver les chiroptères (mise à l'arrêt de l'éolienne). Le plan de régulation de l'éolienne est le suivant :

- Lorsque les vitesses de vent (à hauteur de la nacelle) sont inférieures ou égales à 6 m/s et que les températures sont supérieures à 10 °C, alors le fonctionnement de l'éolienne est arrêté :

– du 1<sup>er</sup> avril au 31 juillet compris : de 1 heure avant le coucher du soleil jusqu'à 1 heure après, et de 1 heure avant le lever du soleil jusqu'à 1 heure après,

– du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre compris : de 1 heure avant le coucher du soleil jusqu'à 1 heure après son lever.

Ce bridage n'est pas imposé en cas de pluie sauf si la durée de l'épisode pluvieux dépasse 24 heures.

Ultérieurement, après une période d'exploitation minimale de 2 années, sur information de la société Engie Green La Minée et Les Fougères conforme à l'article R.181-46.II du code de l'environnement, les conditions de bridage définies ci-dessus pourront évoluer, en fonction de résultats de suivis de mortalité et d'activité à hauteur de pales probants (démontrant l'absence d'augmentation du niveau de mortalité).

Comme alternative, l'exploitant a la possibilité de ne pas suivre ce cadre s'il respecte un calendrier et un planning de bridage qui couvrent 90 % de l'activité des chauves-souris, telle que connue grâce aux enregistrements continus de l'activité des chiroptères en nacelle qui seront mis en place dès que possible, et si, à tout moment, il est en mesure de le justifier (notamment, par l'intermédiaire du programme de l'automate qui pilote l'installation et par l'intermédiaire des enregistrements des paramètres d'environnement et de fonctionnement). Ce choix, le plan de bridage alternatif et les données d'activité des chauves-souris de référence doivent être communiqués à l'inspection, au plus tard 1 mois avant mise en œuvre de l'alternative.

Constats :

Le 17/04/2024, l'exploitant nous déclare que seules les éoliennes E6, E7 et E10 répondent au critère

"à moins de 200 m d'un boisement ou d'une haie" fixé par l'arrêté préfectoral du 07/01/2019 et qu'elles font l'objet d'un bridage.

Notre consultation des vues aériennes disponibles sur le site internet GEOPORTAIL.gouv.fr de l'IGN suggère pourtant que :

- le mât de l'éolienne E5 est à environ 110 m d'une haie arborée (certes clairsemée) présente au Sud,
- la zone d'évolution des pales de E8 est à environ 175 m d'une belle haie arborée présente au Nord-Est.

Les éoliennes E5 et E8 étant déclarées dépourvues de bridage, la situation s'apparente à une irrégularité. La société ENGIE GREEN LA MINEE ET LES FOUGERES doit -si c'est réalisable- transmettre à la DREAL, sous quinzaine, la justification de la sélection qui l'a conduit à écarter les éoliennes E5 et E8 du champ de la prescription ou, à défaut, étendre le bridage aux deux éoliennes précitées [mise en conformité].

Le 17/04/2024, pour justifier la réalité du bridage sur les éoliennes E6, E7 et E10, l'exploitant du parc éolien nous a présenté, difficilement visible à l'écran d'ordinateur, un extrait des données de supervision SCADA du 17/04/2024 à 06h40, où apparaît le statut "Bat protect Actif".

Nous demandons à l'exploitant d'envoyer à la DREAL, sous quinzaine, une attestation du constructeur VESTAS confirmant que les éoliennes E6, E7 et E10 sont exploitées, depuis leur mise en service, avec un plan de bridage conforme au cahier des charges fixé à l'article 8.1.c) de l'arrêté préfectoral du 07/01/2019.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

#### **N° 6 : MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : bridage protection oiseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 8.1.d)

**Thème(s) :** Risques chroniques, bridage de protection des oiseaux, lors d'opération agricoles

**Prescription contrôlée :** Mise en oeuvre du bridage de protection des oiseaux lors d'opérations agricoles attractives voisines.

##### **Constats :**

Le 17/04/2024, l'exploitant nous indique que la réalisation de ce bridage l'a conduit à établir des conventions avec 6 ou 7 agriculteurs concernés. Il nous a présenté, à titre d'illustration, la convention d'information établie avec l'un d'eux, le 31/08/2022.

L'exploitant nous a présenté un extrait des données de supervision SCADA qui mentionne un arrêt long des éoliennes E4, E7, E8 et E9, intervenu le 10/09/2023 (avec le code générique : "Alm 309"), correspondant au bridage de protection de l'avifaune lors d'opérations agricoles. L'exploitant précise que ce bridage a représenté 21 jours d'arrêt machine.

L'exploitant du parc éolien ajoute qu'il va réaliser des essais, en 2024, pour tester la détection d'activités agricoles voisines, via une caméra vidéo installée sur une éolienne.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 7 : MAITRISE IMPACTS SUR LA FAUNE : détection d'oiseaux, effarouchement, arrêt

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 8.1.e)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, système de détection d'oiseaux, effarouchement, arrêt
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'arrêté préfectoral du 07/01/2019 dispose :</p> <p><i>"Afin de limiter le risque de collision avec l'avifaune nicheuse, migratrice et hivernante, <b>les aérogénérateurs sont équipés et emploient un dispositif de régulation des éoliennes et d'effarouchement des oiseaux</b>. Trois mois après la première période de forte activité de l'avifaune, puis chaque année pendant 3 années, puis tous les 10 ans, <b>l'exploitant communique à l'inspection des installations classées (DREAL) un bilan de la performance de ce dispositif constatée sur son installation</b> objet du présent arrêté préfectoral et sur les autres parcs éoliens exploités par le Groupe auquel appartient la société ENGIE GREEN LA MINEE ET LES FOUGERES. En outre, l'exploitant procède, selon une périodicité qui ne peut excéder un an, à un contrôle des systèmes instrumentés du dispositif et des capteurs associés. Ce contrôle fait l'objet d'un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées."</i></p> <p>(Nota : avant l'AP du 07/01/2019, l'emploi de ce dispositif est demandé par le jugement du Tribunal Administratif de Poitiers du 27/09/2018.)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 17/04/2024, l'exploitant du parc éolien déclare que <b>son installation est équipée d'un système de détection et de protection de l'avifaune : matériel PRO BIRD de SENS OF LIFE</b>. Il nous a présenté des composants de ce système, présents dans le poste de livraison associé aux éoliennes E1 à E4, autour de l'éolienne E1 (6 caméras par éolienne) et dans le pied de mât de E1.</p>  <p>Il rappelle que ce dispositif, en cas de détection d'un vol d'oiseau entrant, entraîne un effarouchement sonore, puis un freinage du rotor. Il estime le taux de déclenchements intempestifs à environ 60 % et un nombre mensuel d'arrêts d'éolienne de quelques milliers. Il précise que le système génère environ 7 k€ de pertes d'exploitation, par éolienne et par an.</p> <p>Néanmoins, <b>ni avant l'inspection ni le 17/04/2024, l'exploitant n'est en mesure de nous présenter le bilan de performance demandé à l'article 8.1.e) de l'arrêté préfectoral du 07/01/2019</b>. Il nous déclare qu'il attend ce bilan, de la part de son prestataire SENS OF LIFE.</p> <p>En France, le groupe ENGIE GREEN exploite un grand nombre de parcs éoliens, dont environ une centaine d'éoliennes équipées d'un système de détection et de protection de l'avifaune</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 8 : MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : suivi de la mortalité générée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi naturaliste : suivi de la mortalité générée
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Réalisation du suivi naturaliste : suivi de la mortalité générée.</p> <p>En application du point II de l'article 2.3 de l'arrêté ministériel, l'exploitant d'un parc éolien doit transmettre le rapport de suivi naturaliste à la DREAL, au plus tard 6 mois après le dernier passage sur le terrain.</p> <p>Le suivi de la mortalité générée est aussi réglementé par l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 07/01/2019 :</p> <p>L'exploitant doit assurer les suivis de comportement et de mortalité des populations d'oiseaux et de chauves-souris durant les trois premières années (la première année pour le suivi d'activité des chauves-souris), qui suivent la mise en service de l'installation. À cette fin, le protocole renforcé de suivi environnemental reconnu par le Ministre en charge de l'environnement par décision du 5 avril 2018 (ou sa révision ultérieure en vigueur) doit être utilisé.</p> <p>L'article 12 du même arrêté préfectoral dispose :</p> <p><b>Article 12 – Actions correctives</b></p> <p>Les dispositions ci-dessous s'appliquent sans préjudice du respect des obligations fixées par le code de l'environnement (notamment, à l'article R.512-69) en cas d'accident ou d'incident.</p> <p>a) <u>Bruit</u> : [.....]</p> <p>b) <u>Autres impacts</u> :</p> <p>L'exploitant surveille la validité des conditions d'exploitation, notamment pour celles des opérations d'exploitation (maintenance comprise) qu'il délègue.</p> <p>Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart, par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. En cas de sortie du domaine de fonctionnement autorisé, l'exploitant fait le nécessaire pour mettre son installation en conformité. Il enregistre (traçabilité) les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 17/04/2024, l'exploitant du parc éolien, qui n'a pas encore transmis à la DREAL de rapport d'un suivi naturaliste, nous déclare qu'il a fait réaliser un suivi de mortalité par le bureau d'études CERA, de Mai à Octobre 2023. Il n'est pas en mesure de transmettre le rapport correspondant.</p> <p>Cependant, il nous présente les principaux résultats : au terme des 24 passages sur le terrain,</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 8 mortalités d'oiseaux ont été recensées : 2 Milans noirs nicheurs (Juillet), 1 Alouette des champs nicheuse, 2 passereaux indéterminés, 1 Roitelet triple bandeau, 1 Goëland sp., 1 Martinet noir ;</li><li>- 7 mortalités de chauves-souris ont été vues : 2 Pipistrelles communes, 1 Pipistrelle de Kühl, 3 Noctules de Leisler, 1 Noctule commune.</li></ul> <p>L'exploitant annonce qu'il réfléchit à une modification du cahier des charges du plan de bridage de protection des chauves-souris, en Avril ou Mai 2024.</p> <p>On rappelle que la durée du suivi initial de la mortalité générée est encadrée par l'arrêté préfectoral du 07/01/2019 (article 8.2 : "L'exploitant doit assurer les suivis de comportement et de mortalité des populations d'oiseaux et de chauves-souris durant les trois premières années (la première année pour le suivi d'activité des chauves-souris), qui suivent la mise en service de l'installation.") et prévu</p>

par l'arrêté ministériel du 26/08/2011 (article 12) : "Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives."

Deux semaines après l'inspection, le 2 Mai 2024, l'exploitant du parc éolien a transmis à la DREAL, par lien de téléchargement, le rapport du bureau d'études CERA du 30/04/2024 qui a réalisé, en 2023, les suivis naturalistes suivants :

- Suivi de l'activité des rapaces durant les travaux agricoles,
- Suivi de l'activité chiroptérologique en hauteur,
- Suivi de la mortalité des oiseaux et des chiroptères générée par l'ICPE.

S'agissant du suivi de la mortalité, le rapport CERA indique 22 passages sur le terrain (non « 24 passages » car les passages prévus les 23 et 30/08/2023 n'ont pas été réalisés et n'ont pas été remplacés, générant une interruption du suivi entre les 17/08/2023 et le 06/09/2023), réalisés entre le 16/05/2023 et le 26/10/2023. Pour mémoire, le protocole de suivi naturaliste reconnu par le Ministre chargé des ICPE le 05/04/2018 demande :

*« Le suivi de mortalité des oiseaux et chiroptères sera constitué au minimum de 20 prospections, réparties entre les semaines 20 et 43 (mi mai à octobre), en fonction des risques identifiés dans l'étude d'impact, de la bibliographie et de la connaissance du site. A ce titre, il est rappelé que la période de mi août à fin octobre qui correspond à la période de migration postnuptiale pour l'avifaune et de transits automnaux des chiroptères est considérée comme à cibler en priorité. La période de mai à mi-juillet présente également un intérêt particulier pour les espèces d'oiseaux nicheurs sur le secteur considéré, ainsi que pour les chauves-souris en période de mise-bas » .*

Le rapport CERA confirme le bilan de mortalité présenté à la DREAL pendant l'inspection, avec 8 oiseaux et 7 chauves-souris. Compte tenu des résultats des tests de prédation et de détection et des secteurs non accessibles en raison de l'occupation du sol à prospecter par des cultures, CERA évalue la mortalité réelle générée par le parc éolien, sur la période du suivi, à 53,4 oiseaux et 46,4 chauves-souris.

Pour mémoire, l'extrait de l'arrêté préfectoral du 07/01/2019 qui impose un bridage de protection des chauves-souris est rappelé, au point de contrôle 5 du présent rapport intitulé « MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : bridage protection chauves-souris ». Y figure notamment un objectif de couvrir 90 % de l'activité des chauves-souris. Au terme de son rapport, s'agissant de l'impact du parc éolien par mortalité de chauves-souris, CERA propose de modifier le plan de bridage mis en place sur les trois éoliennes E6, E7 et E10, jugé perfectible, comme suit :

- brider aussi les quatre éoliennes du groupe Nord : E1, E2, E3 et E4, qui concentrent 6 des 7 cas de mortalité de chauves-souris constatés :

- . du 1<sup>er</sup> avril au 31 mai, si T > 10°C et Vent ≤ 4 m/s, du coucher du soleil à son lever.
- . du 1<sup>er</sup> juin au 15 août, si T > 10°C et Vent ≤ 5,5 m/s, du coucher du soleil à son lever.
- . du 16 août au 31 octobre : idem que pour la période du 1<sup>er</sup> juin au 15 août.

Cela permettrait de couvrir, respectivement, 92,44 %, 93,11 % et 93,08 % de l'activité des chauves-souris connue via les écoutes sur E2, sur ces trois périodes (soit une couverture de 93,13 % de l'activité annuelle).

- renforcer le cahier des charges du bridage des éoliennes Sud E6, E7 et E10, pour atteindre :

- . du 1<sup>er</sup> avril au 31 mai, si T > 10°C et Vent ≤ 4 m/s, du coucher du soleil à son lever.
- . du 1<sup>er</sup> juin au 15 août, si T > 10°C et Vent ≤ 5,5 m/s, du coucher du soleil à son lever.
- . du 16 août au 31 octobre, si T > 10°C et Vent ≤ 6 m/s, du coucher du soleil à son lever.

Cela permettrait de couvrir, respectivement, 69,40 %, 65,16 % et 93,76 % de l'activité des chauves-souris connue via les écoutes sur E7, sur ces trois périodes (soit une couverture de 90 % de l'activité annuelle).

- du 16 août au 31 octobre, étendre aux éoliennes Sud E5, E8 et E9 le même bridage que celui à

appliquer aux éoliennes E6, E7 et E10 à la même période de l'année, ce qui permettra de couvrir 93,76 % de l'activité de cette période (connue via les écoutes sur E7).

S'agissant de l'impact du parc éolien par mortalité d'oiseaux, CERA déclare que le bridage agricole et le système de Détection-Régulation mis en œuvre par le parc éolien produisent des résultats mitigés quant à leur efficacité. CERA précise : « *Dans le cas du système de détection-réaction, il a été observé par l'agent de terrain qu'il existe un facteur d'obstruction du champ de vision du dispositif (caméras). En effet, des oiseaux tels que les Faucons crécerelles utilisent les dispositifs de détection comme perchoirs-dortoirs et semblent les salir avec leur déjections et pelotes de réjection. Ainsi, il est recommandé de vérifier régulièrement que les caméras sont bien opérationnelles (notamment en période de forte activité de l'avifaune) et qu'elles soient nettoyées si nécessaire.* ».

S'agissant de la surveillance des effets du parc éolien en 2024 et 2025, CERA recommande de débuter plus tôt la surveillance de la mortalité générée (qui allait du 16 mai au 26 octobre, en 2023), à partir de début Avril, en faisant 31 passages dans l'année (au lieu de 22 passages, en 2023) de la semaine 14 à la semaine 44.

CERA indique également que le suivi de l'activité en hauteur des chauves-souris sera reconduit en 2024 à partir des éoliennes E2 et E7 ; CERA recommande la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre. Nous notons que l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 07/01/2019 suggère seulement « la première année pour le suivi d'activité des chauves-souris » ; toutefois, comme noté à l'article 12 de l'arrêté préfectoral et à l'article 12 de l'arrêté ministériel, la gestion des résultats de la surveillance 2023 et la gestion de l'accident de mortalité du 13/09/2023 (Noctule commune) appellent effectivement le renouvellement de la surveillance en 2024.

Suite aux recommandations de son bureau d'études, l'exploitant du parc éolien, par deux mèls du 30/04/2024, annonce à la DREAL qu'il applique désormais le nouveau plan de bridage de protection des chauves-souris « en accord avec les résultats de l'étude » [la DREAL note cependant que le seuil de vitesse de vent « ...  $\leq m/s$  » défini par CERA est converti en « < ...  $m/s$  » par l'exploitant du parc éolien] mais il ne s'exprime pas sur les autres recommandations CERA :

- de vérifier régulièrement que les caméras du système PROBIRD sont opérationnelles,
- de renforcer la surveillance de la mortalité,
- relative au calendrier du suivi 2024 de l'activité des chauves-souris.

En premier lieu, le présent point de contrôle constate que le suivi de mortalité a été réalisé en 2023. Secondairement, il constate que l'exploitant de l'ICPE doit préciser comment il gère les recommandations de son bureau d'études ; un délai maximal de réponse de 1 mois paraît adapté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 9 : MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : déclaration et gestion des accidents

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 21/09/1977, article R.512-69

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déclaration et gestion des accidents de mortalité de la faune

**Prescription contrôlée :**

Déclaration et gestion des accidents de mortalité de la faune constatés.

L'article R.512-69 du Code de l'environnement dispose :

*"L'exploitant d'une installation soumise à autorisation [...] est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.*

*Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport*

*d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident [...], les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées."*

Les cas de mortalité de la faune à considérer comme des accidents au titre de l'article R.512-69 ont été précisés par le Ministère / DGPR, en février 2021. Il s'agit de :

- une mortalité d'un spécimen d'une espèce menacée d'extinction (statut VU, EN, CR ou RE sur liste rouge France ou Régionale),
- une mortalité "massive" d'une espèce menacée ou pas d'extinction).

Au delà de la gestion des accidents dans le cadre de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 07/01/2019 impose à l'exploitant du parc éolien de prendre les actions correctives nécessaires, en cas d'atteinte à l'environnement.

#### **Constats :**

Parmi les mortalités vues pendant les passages sur le terrain en 2023 listées par l'exploitant le 17/04/2024, on retrouve les mortalités de deux espèces menacées d'extinction :

- "Alouette des champs" (liste rouge France : NT - quasi menacée ; liste rouge régionale : Vulnérable), sous E8,
- "Noctule commune" (liste rouge France : Vulnérable ; liste rouge régionale : Vulnérable), sous E3 (éolienne non bridée (voir Point de contrôle, plus haut, relatif aux conditions de bridage de protection des chauves-souris)) pendant une vague de migration. Pour mémoire, la DREAL rappelle qu'entre 2006 et 2019, l'effectif de Noctule commune a diminué de 88 % (source : Kerbirou et al., 2015, Bas et al. 2020).

qui ont donné lieu aux déclarations d'accident réalisées par la société ENGIE GREEN LA MINEE ET LES FOUGERES, les 20/06/2023 et 20/09/2023, en application de l'article R.512-69 du Code de l'environnement.

On rappelle que la société ENGIE GREEN LA MINEE ET LES FOUGERES ne dispose pas de dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées, tel qu'envisagé à l'article L.411-2 du Code de l'environnement.

S'agissant de l'Alouette des champs, l'exploitant du parc éolien n'a pas indiqué à la DREAL, jusqu'ici, d'action de réparation (compensation) ni d'action corrective destinée à éviter le renouvellement de cet impact de son installation. La DREAL est informée du fait que la prévention, par les parcs éoliens, de la mortalité des passereaux est hardue voire impossible. Une compensation agro-environnementales apparaît a priori plus accessible.

S'agissant de la Noctule commune, dans son mèl du 20/09/2023, l'exploitant de l'ICPE ne fournissait pas la corrélation avec les données d'activité des chauves-souris en hauteur et il n'annonçait pas d'action corrective ni d'action de réparation. Dans les rubriques "évaluer [...]" l'impact [...] environnemental" et "Mesures prises" de sa fiche Accident du 28/09/2023, l'exploitant n'identifie toujours pas d'action corrective, renvoyant le traitement de l'accident au rapport ultérieur du suivi de mortalité annuel : "Des suivis mortalité avifaune et chiroptères post mise en service sont en cours. Attente des résultats de ces suivis pour statuer si des mesures correctives sont nécessaires". La DREAL, par mèl du 19/10/2023, attire son attention sur sa confusion entre le suivi naturaliste sur une année (avec rapport à transmettre à la DREAL au plus tard 6 mois après le

dernier passage sur le terrain) et la gestion de l'accident de mortalité, susceptible de se renouveler les jours ou semaines après la découverte du 1er cadavre de Noctule commune découvert, en particulier en migration automnale. Habituellement, dans cette circonstance, les exploitants de parcs éoliens renforcent leur bridage de protection des chauves-souris et le suivi de mortalité. La DREAL avait aussi noté que l'analyse de l'accident fournie ne contenait toujours pas la corrélation de la mortalité avec les données d'activité des chauves-souris, élément important pour la compréhension de l'accident. Le 24/10/2023, l'exploitant indiquait à la DREAL : *"La période de migration des chiroptères est bientôt terminée, en effet, le gros de l'activité et la vague de migration est passée. Le bureau d'études responsable du suivi ne nous a pas transmis d'autres cas de mortalité de chiroptères à déclarer à la DREAL."* et *"Nous aurons donc après la fin du suivi, les données d'activités chiroptères sur le parc. Ces données d'activité et les résultats des suivis mortalité nous permettront de prendre les mesures adéquates selon les conclusions du bureau d'études"*. **La DREAL constate que cette gestion de l'accident menée par l'exploitant est insuffisante,**

- d'une part, car il aurait dû renforcer le bridage dès la découverte du cadavre de Noctule commune (par exemple, en mettant en oeuvre un bridage au niveau de l'éolienne E3), au moins pendant la période de migration automnale, connue pour être la plus mortifère,
- et, d'autre part, car il n'a pas confronté la mortalité aux résultats d'écoute de l'activité des chauves-souris en hauteur, analyse qui aurait dû intervenir dans la quinzaine qui a suivi l'accident et non 6 mois après le dernier passage de prospection du suivi annuel de mortalité.

Le 17/04/2024, l'exploitant annonce, par oral, qu'il prévoit de renforcer le bridage de protection des chauves-souris, en Avril ou Mai 2024.

L'actualisation du texte de la rubrique 'Constats' du Point de contrôle n° 8 précédent que nous avons menée après réception, le 02/05/2024, du rapport des suivis naturalistes CERA 2023 met en évidence que l'exploitant du parc éolien a mené, quoique tardivement, l'analyse de l'accident détecté le 20/09/2023 et la mise en œuvre d'une action corrective, par renforcement du plan de bridage de protection des chauves-souris.

L'analyse de cet accident et, plus globalement, de la mortalité de chauves-souris constatée sur ce parc éolien en 2023 montre que des éoliennes implantées à plus de 200 m de haie, lisière ou plan d'eau sont également létales pour des espèces de haut-vol.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : déclaration des incidents

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 21/09/1977, article R.512-69

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déclaration et gestion des incidents impactant la protection de la faune

**Prescription contrôlée :**

Obligation de déclarer et de gérer les accidents et incidents.

En l'occurrence, la mortalité de 2 Milans noirs constatée en Juillet 2023 [information transmise à la DREAL pendant l'inspection du 17/04/2024 (voir Point de contrôle 'suivi de mortalité', plus haut)], survenue malgré la mise en oeuvre du système de détection d'oiseaux, effarouchement et régulation des éoliennes imposé (et malgré le bridage, lors d'opérations agricoles voisines), constitue *a minima* un incident visé à l'article R.512-69 du Code de l'environnement.

Comme mentionné dans un Point de contrôle précédent, outre l'article R.512-69 du Code de l'environnement, l'obligation d'analyser les dérives et de prendre une action corrective en cas d'atteinte à l'environnement figura à l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 07/01/2019.

**Constats :**

Le 17/04/2024, la DREAL prend connaissance de la mortalité des 2 Milans noirs survenue en Juillet 2023.

L'exploitant du parc éolien nous indique qu'il n'est pas satisfait des performances, à cette occasion, de son système de détection et de protection de l'avifaune, qui est censé prévenir la mortalité des Milans noirs. Il ajoute qu'il est toujours dans l'attente d'explications de son fournisseur SENS OF LIFE.

Selon nous, la mortalité de 2 Milans noirs constatée en Juillet 2023 met en cause la fiabilité ou les performances du système de protection précité et constitue une anomalie ou un dysfonctionnement qui représente *a minima* un incident à déclarer et à analyser dans les conditions fixées à l'article R.512-69 du Code de l'environnement.

**L'exploitant du parc éolien n'a pas transmis à la DREAL cette déclaration d'incident, ni l'analyse et l'indication d'une action corrective correspondantes.**

L'actualisation du texte du point de contrôle n° 8 que nous avons menée après réception du rapport CERA du 30/04/2024 met en évidence une possible défaillance de caméras du système PROBIRD, dont l'optique serait souillée par des déjections de Faucons crécerelle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 11 : MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : suivi activité chauves-souris**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi naturaliste : suivi de l'activité des chauves-souris, en hauteur

**Prescription contrôlée :** Réalisation du suivi naturaliste : suivi de l'activité des chauves-souris à hauteur de nacelle. (Cette disposition est aussi réglementée par l'article 8.2 de l'AP du 07/01/2019)

**Constats :**

Le 17/04/2024, l'exploitant n'a pas encore transmis le rapport correspondant à cette obligation de suivi naturaliste à la DREAL. Il présente néanmoins, par oral, ses principaux résultats :

- suivi réalisé en 2023 par le bureau d'études CERA, du 1er avril au 31 octobre,
- microphones enregistreurs d'ultrasons placés au niveau des nacelles des éoliennes E2 (secteur Nord au parc éolien) et E7 (secteur Sud),
- environ 3000 contacts obtenus sur E2, idem sur E7,
- pic d'activité observé en Août, Septembre, Octobre,
- Noctule de Leisler : environ 60% à 80% des contacts ; Pipistrelle commune : environ 12% des contacts ; Noctule commune : environ 4 % des contacts.

Deux semaines après l'inspection, le 2 Mai 2024, l'exploitant du parc éolien a transmis à la DREAL, par lien de téléchargement, le rapport du bureau d'études CERA du 30/04/2024 qui a réalisé, en 2023, les suivis naturalistes suivants :

- Suivi de l'activité des rapaces durant les travaux agricoles,
- Suivi de l'activité chiroptérologique en hauteur,
- Suivi de la mortalité des oiseaux et des chiroptères générée par l'ICPE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 12 : MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : suivi activité avifaune

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi naturaliste : suivi de l'activité de l'avifaune
<b>Prescription contrôlée :</b> Réalisation du suivi naturaliste : suivi de l'activité de l'avifaune, selon le protocole reconnu en Avril 2018. Outre l'arrêté ministériel du 26/08/2011, Cette disposition est aussi réglementée par l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 07/01/2019, qui dispose : <i>"L'exploitant doit assurer les suivis de comportement [...] des populations d'oiseaux [...] durant les trois premières années [...] qui suivent la mise en service de l'installation. À cette fin, le protocole renforcé de suivi environnemental reconnu par le Ministre en charge de l'environnement par décision du 5 avril 2018 (ou sa révision ultérieure en vigueur) doit être utilisé.</i> <i>Pour le cas particulier des rapaces, durant l'année précédant la mise en service du parc et a minima au cours de la première année d'exploitation, un suivi de l'activité des oiseaux est mis en œuvre sur les parcelles d'implantation des éoliennes concernées par des pratiques agricoles (moissons / fauches et labours), selon le protocole suivant :- évaluation de l'activité en continu pendant la durée des travaux agricoles puis pendant 6 heures après le lever du soleil, au cours des 3 jours suivants,- mise en œuvre du suivi hors des périodes susceptibles d'être concernées par des évènements affectant le comportement des oiseaux, notamment les travaux de construction.</i> <i>Ces suivis doivent permettre de quantifier les activités des oiseaux [...] et de déterminer à quelles espèces elles appartiennent. Ils doivent également permettre la recherche de corrélations entre les activités des oiseaux et des chauves-souris et les conditions météorologiques (vitesse de vent, température, humidité) ainsi qu'entre les activités des oiseaux [...] et d'autres facteurs locaux aptes à favoriser leurs activités (moissons, fauches, eau dormante).</i> <i>Ces suivis sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce rapport doit être accompagné d'une analyse de la pertinence (ou non) des dispositions de prévention, de réduction ou de suivi de la mortalité mises en place."</i>
<b>Constats :</b>  A la date du 17/04/2024, l'exploitant n'a pas transmis de rapport de suivi de l'avifaune à la DREAL.  A défaut de précision apportée par l'arrêté préfectoral du 07/01/2019, le délai de transmission prévu par l'arrêté ministériel du 26/08/2011 s'applique (" <i>les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;</i> ").  Le 17/04/2024, l'exploitant de l'ICPE déclare à la DREAL qu'il a confié ce suivi naturaliste au bureau d'études CERA et qu'il enverra le rapport à la DREAL avant Mai 2024.  ----- Deux semaines après l'inspection, le 2 Mai 2024, l'exploitant du parc éolien a transmis à la DREAL, par lien de téléchargement, le rapport du bureau d'études CERA du 30/04/2024 qui a réalisé, en 2023, les suivis naturalistes suivants : - Suivi de l'activité des rapaces durant les travaux agricoles, - Suivi de l'activité chiroptérologique en hauteur, - Suivi de la mortalité des oiseaux et des chiroptères générée par l'ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 13 : MAITRISE DE L'IMPACT VISUEL : autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2019, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification de la valeur de photomontages prédictifs
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification de la valeur de photomontages prédictifs
<b>Constats :</b> Le 17/04/2024, l'exploitant du parc éolien nous a présenté (à l'écran d'ordinateur, difficilement visible en raison de la forte luminosité ambiante) le rapport du bureau d'études INDIGO, qui a réalisé la vérification des photomontages prédictifs, en Juillet 2023, au niveau des 7 points de vue sélectionnés par l'arrêté préfectoral du 07/01/2019. INDIGO indique une certaine fidélité. (Pendant l'inspection, nous avons demandé à l'exploitant la transmission du rapport à la DREAL)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : PREVENTION DES BRIS DE PALES**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique des pales
<b>Prescription contrôlée :</b> Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, [...] .
<b>Constats :</b> En réponse à notre demande d'examiner les comptes-rendus des derniers contrôles des pales, l'exploitant du parc éolien nous a présenté, le 17/04/2024 : <ul style="list-style-type: none"><li>- rapport de Mars 2023 de VESTAS qui a fait contrôler les pales par la société SINGULAIR, le 09/02/2023 ;</li><li>- registre d'accès aux éoliennes, qui fait apparaître la venue de la société DRONE AQUITAINE, les 21/02/2024 et 04/03/2024. Le rapport de ce contrôle des pales n'est pas encore disponible [rapport demandé par la DREAL].</li></ul> A la date du 17/04/2024, le dernier contrôle périodique des pales date de moins de 6 mois. En revanche, la périodicité '6 mois' n'a pas été respectée, entre février 2023 et mars 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 15 : SECURISATION DE LA REMISE EN ETAT, EN CAS DE CESSATION D'ACTIVITE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/08/2011, article R.515-101
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières relatives à la remise en état du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Détention d'une garantie financière, telle qu'un acte de cautionnement
<b>Constats :</b> Le parc éolien dispose de l'acte cautionnement ATRADIUS délivré le 24/01/2023, valide jusqu'au 31 janv 2028, pour un montant de 689 660 €.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite